

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 12/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS

Chemin Moulin Premier
84800 L'isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0190-2026
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS implanté Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à plusieurs événements accidentels liés au risque d'explosion lié à la présence d'une atmosphère explosible, une action régionale est déclinée en région PACA afin de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Cette action a permis à l'inspection de constater la prise en compte du risque ATEX par l'exploitant au sein de son établissement. Les constats relevés montrent que l'exploitant œuvre de manière continue à la maîtrise des risques ATEX et que des actions et/ou mesures sont mises en œuvre ou en cours de déploiement afin de respecter les dispositions prévues par le DRPCE du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : En séance, l'exploitant a présenté son dossier relatif à la protection contre les Explosions (DRPCE) établi en 2023. Ce document est composé de plusieurs parties dont une dédiée à la méthodologie retenue pour évaluer le risque ATEX au sein de l'établissement. Cette méthode repose sur les principes issus des normes françaises (NF EN 60 079-10 -1 et NF EN 60 079-10 -2) ainsi que des guides méthodologiques du bureau d'étude APAVE, auteur du dossier. L'exploitant précise que le site dispose d'un document unique depuis 2001, mis à jour au moins une fois par an. En 2013, l'exploitant a initié son DRPCE avec des mises à jour régulières depuis. Le document datant de 2023, constitue depuis sa validation, le document de référence pour l'évaluation du risque d'explosion sur le site. Le DRPCE évalue le risque ATEX selon un niveau de criticité combinant, pour chaque zone identifiée, la probabilité d'apparition du risque ATEX (zone ATEX), la probabilité d'apparition d'une source d'ignition et la fréquence d'exposition du personnel. Une grille de cotation, associée à un code couleur, permet de classer les niveaux de risque : une criticité > 60 (rouge) étant classée « INTOLERABLE » avec actions immédiates, et une criticité < 7 (vert), classée « ACCEPTABLE » ne nécessitant pas d'amélioration particulière. Le dossier comprend également une section consacrée au contrôle des équipements en zone ATEX, notamment en ce qui concerne l'installation, depuis juin 2003, de matériels conformes aux exigences réglementaires de marquage. L'inspection considère que l'exploitant respecte les prescriptions contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...] ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;- [...]

<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un plan général des risques (incendie, ATEX, réseaux), sur lequel figurent notamment les différentes zones présentant un risque d'explosion. Une légende associée facilite l'identification des risques ATEX liés aux gaz et/ou aux poussières dans les zones concernées. À ce jour, ce plan est utilisé conjointement avec un tableau de zonage, plus détaillé, qui recense de nombreuses informations relatives au risque ATEX : nature du produit impliqué (gaz ou poussières), type de risque (électrique, travaux par point chaud, etc.), niveau d'exposition des employés, classification des zones ATEX (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22), ainsi que le niveau de criticité. L'exploitation combinée de ces deux documents a permis, lors de l'inspection « bureau », d'identifier le hall TP séchoir comme la zone à contrôler sur le terrain. Cette zone présente notamment des risques classés 20/21/22 à l'intérieur des équipements identifiés. L'exploitant indique par ailleurs être en train de développer un plan général davantage centré sur le risque ATEX, qui permettra de visualiser plus rapidement le zonage ainsi que la fréquence d'apparition du risque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet dans un délai d'un mois, le plan général de son zonage ATEX dûment complété, intégrant les informations relatives à la fréquence d'apparition du risque (0/1/2 et/ou 20/21/22).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier DRPCE, une section est consacrée aux exigences spécifiques applicables aux équipements installés en zones ATEX. Ces dispositions visent notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appliquer les règles de marquage en vigueur en zone ATEX depuis juin 2003 ; • Assurer la tenue d'un inventaire des équipements présents en zone ATEX, incluant les

matériels électriques et non électriques, ainsi que leurs certificats et/ou déclarations de conformité.

Post-inspection, les rapports de vérification des installations électriques (Q18 et Q19) ont été transmis. Ces documents correspondent aux contrôles périodiques réalisés par l'exploitant pour le suivi de ses installations.

Le rapport Q18 du 22 juillet 2025, établi par le bureau APAVE, concerne une vérification partielle des installations électriques (poste 8 : salle électrique située dans le magasin gélatine). Il conclut à l'absence de danger dans les locaux présentant un risque d'incendie et/ou d'explosion.

Le rapport Q19 de thermographie, daté du 5 mai 2025 et également réalisé par APAVE, porte sur les postes 1 à 11. Les conclusions ne mettent en évidence aucune anomalie concernant les appareils implantés, le cas échéant, dans les zones ATEX.

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir engagé, depuis plus de 4 ans en collaboration avec APAVE, une démarche de mise en conformité des équipements, dont certaines sont antérieures à 2003. Le plan d'avancement transmis montre que cette démarche est quasiment achevée, avec 99 % des actions réalisées.

Il appartient à l'exploitant de tenir à jour , la liste de l'ensemble de ses équipements électriques conformes à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur.

L'inspection considère que les mesures de vérification et/ou de gestion, mises en place par l'exploitant, répondent aux prescriptions contrôlées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Sur la base du tableau de zonage ATEX, l'inspection a ciblé le hall TP séchoir pour une vérification sur le terrain. Au sein de ce bâtiment, dans lequel transite de la gélatine en poudre, plusieurs opérations sont réalisées à l'aide d'équipements tels que des cyclones avec filtres à manches, des trémies ou encore des systèmes de transfert pneumatique. La nature de ces installations conduit à un classement en zones ATEX 20/21/22 (poussières).

Lors de la visite, il a été constaté qu'à proximité de ces équipements, un affichage clair permet d'identifier le risque ATEX associé à chaque installation, ainsi que les consignes à respecter

<p>(interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone, etc.). Des indications spécifiques relatives à l'accumulation de poussières sont également présentes, notamment l'interdiction d'accumulation de gélatine (poussières) d'une granulométrie supérieure à 2 mm.</p> <p>L'identification des zones à risque s'appuie sur le croisement des informations issues du plan général des risques, qui permet de localiser rapidement les bâtiments ou zones concernées, et des documents détaillés du zonage ATEX.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection considère que l'exploitant dispose de plans et de consignes suffisamment clairs pour permettre une identification des zones ATEX ainsi que des mesures à appliquer, telles que définies dans le DRPCE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien pris en compte dans son DRPCE la maîtrise du risque d'explosion en se dotant d'une stratégie basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une sensibilisation via une formation intégrant notamment les consignes de sécurité dont risque ATEX pour les nouveaux arrivants, et une formation spécifique pour les postes de travail identifiés ; • La réalisation de la maintenance et contrôle des équipements par un personnel sensibilisé au risque ATEX ; • La coordination des interventions des entreprises extérieures : établissement d'un « permis de travail » intégrant l'identification du risque ATEX. À ce titre, le plan de prévention, présenté à l'inspection en séance, met en évidence une prise en compte adéquate de ce risque. L'exploitant précise que, pour chaque intervention d'une entreprise extérieure, le permis de travail ainsi que le plan de prévention sont systématiquement renseignés et complétés par le prestataire. <p>L'ensemble de ces mesures permettent à l'inspection de considérer que l'exploitant répond correctement à la prescription vérifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité des appareils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à</p>

l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Comme mentionné au constat n°3, le site réalise des contrôles périodiques de ses équipements électriques et a engagé un programme de mise en conformité de ses équipements, aujourd'hui quasiment achevé.

Le DRPCE prévoit par ailleurs l'établissement d'un inventaire exhaustif des équipements, électriques et non électriques, assorti de leurs certificats et/ou déclarations de conformité. Cette action s'inscrit dans un ensemble de mesures identifiées dans la partie conclusive du document.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis son plan d'actions, dont l'analyse fait apparaître que certaines opérations restent à finaliser, notamment :

- la vérification de la mise en place de la signalisation des zones ATEX ;
- l'établissement de la liste complète des équipements destinés à être utilisés en zones ATEX ;
- la mise en conformité avec la norme NF EN 378 afin d'atteindre les seuils d'alarme, ci-dessous, requis pour son dispositif de refroidissement (installations frigorifiques à l'ammoniac) :
 - 500 ppm (seuil bas) ;
 - 1000 ppm (seuil haut).

Lors du contrôle terrain réalisé dans le hall TP séchoir, la vérification de l'aimant installé en amont du transport pneumatique a permis de constater que cet équipement est conforme aux exigences du marquage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois :

- La liste de l'ensemble des équipements conformément à la directive 2014/34/UE ;
- Les justificatifs prouvant la finalisation de la mise en place de la signalisation des zones ATEX ;
- Les actions entreprises pour se conformer à la norme NF EN 378.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois